

Questions orales

M. l'Orateur: A l'ordre. Le très honorable représentant devrait poser sa question. Je pense qu'il devrait se limiter pour ce qui est des instances.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, c'est quelque chose dont on aurait dû discuter ici avant que le premier ministre...

Des voix: Oh, oh!

M. Diefenbaker: Chaque fois que les poules caquettent, je sais que j'ai touché une corde sensible. Je demande au premier ministre quelle position le Canada adoptera.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne les instances, je ne pense pas en avoir reçu à propos précisément de cette conférence à laquelle j'assisterai la semaine prochaine. Il va de soi que j'ai été souvent approché à ce sujet par des groupes de Canadiens de diverses origines. Je leur ai toujours répondu en leur faisant connaître mon point de vue, qui est bien connu.

M. Diefenbaker: Et quel est ce point de vue?

M. Trudeau: En ce qui concerne la conférence elle-même, elle est en préparation depuis environ deux ans. Il en a été souvent question. J'ai répondu à plusieurs questions, et même tenu une conférence de presse à ce sujet.

M. Diefenbaker: Il s'agit du Parlement et non la presse.

M. Trudeau: Le Parlement n'a jamais daigné m'interroger là-dessus.

M. Stanfield: J'ai daigné vous poser une question.

M. Trudeau: Chaque fois que des questions m'ont été posées au sujet des affaires étrangères, je me suis toujours efforcé d'y répondre de mon mieux. Je ne me souviens pas qu'on m'ait demandé de détails précis au sujet de cette conférence. Mais j'ai déclaré en divers endroits que notre pays y jouait un rôle tout à fait constructif. C'est nous qui avons insisté pour développer au maximum ce qu'on appelle la troisième corbeille, le principe du libre échange des gens, d'idées et de renseignements entre les diverses parties du monde et les divers groupes. Nous avons réussi à faire admettre ce principe ainsi que d'autres. J'ai l'intention de signer le document la semaine prochaine. Il ne s'agit pas d'une conférence de négociation. Les divers États se sont entendus sur la teneur du document qui sera présenté à Helsinki la semaine prochaine. C'est avec plaisir, évidemment, que je déposerai ce document à la Chambre à mon retour.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, c'est exactement le genre de réponse évasive qu'on obtient du premier ministre quand il traite d'affaires extérieures. C'est une question qui touche tous les Canadiens. La réponse est aussi vague que vide de sens. Quelle position le Canada prendra-t-il avant de signer un traité pour assurer le droit à l'autodétermination, comme le prévoit la Charte des Nations Unies, au peuple ukrainien, à ceux des États baltes et d'autres qui sont captifs derrière le rideau de fer?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas évité la question. J'ai fait part au très honorable député et à la Chambre des vues du gouvernement sur ces sujets. Je puis dire au très honorable député que la conférence à Helsinki

[M. Diefenbaker.]

n'a pas pour but de modifier les frontières d'aucun pays actuellement membre des Nations Unies.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, il s'agit d'une question importante.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il ne reste que cinq minutes à la période des questions. Plusieurs députés cherchent à obtenir la parole. Le très honorable député de Prince-Albert et le premier ministre ont maintenant passé près de dix minutes sur ce sujet. Je crois que nous devrions passer à une autre question.

M. Diefenbaker: Nous pouvons avoir pris dix minutes, mais nous n'avons pas obtenu de renseignements.

Des voix: Règlement!

M. Diefenbaker: Ce n'est pas une bande de grandes gueules qui vont me faire taire.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Si le très honorable député désire invoquer le Règlement, il pourra le faire à 3 h 25.

* * *

LES PÊCHES**L'AMENUISEMENT DES RÉSERVES DE POISSONS—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT**

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Pêcheries. Le ministre a annoncé hier que les ports de la côte est seront fermés aux navires russes. Cette mesure leur causera peut-être quelque embarras mais, de l'avis général, elle ne diminuera guère les prises excessives de poisson sur la côte est et n'aura guère d'effet sur l'épuisement rapide de nos stocks de hareng, de saumon et de flétan sur la côte ouest. Quelles autres mesures le ministre et le gouvernement entendent-ils prendre pour enrayer cet amenuisement continu de nos stocks de poisson tant dans l'Atlantique que dans le Pacifique?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Monsieur l'Orateur, si le député a lu ma déclaration sur cette question, il a dû constater que notre décision de fermer les ports était directement liée à la transgression des contingents. Le respect des contingents constituera au moins une protection des richesses naturelles. Nous ne croyons pas que cela suffira. A la prochaine réunion des pays signataires de la CIPAN, en septembre, nous insisterons pour obtenir une réduction de 40 p. 100 des activités. Quant aux autres mesures dont parle le député, je ne sais pas s'il veut parler d'une éventuelle décision unilatérale. Je suis surpris qu'un député représentant une circonscription de la côte ouest préconise ce genre de mesure avant que nous ayons obtenu des garanties absolues sur la protection du saumon.